

Suivi Animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites sur les centres anciens de Quintin et Saint-Brieuc

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2024053

Date limite de remise des plis

13/01/2025 à 12:00

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la
commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Saint-Brieuc Armor Agglomération

Service Commande Publique

Représentant : Monsieur le Président de Saint-Brieuc Armor Agglomération

Adresse :

5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie

22000 SAINT-BRIEUC

Courriel : marchespublics@sbaa.fr

Site internet : <https://www.saintbrieuc-armor-agglo.bzh>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Suivi Animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites sur les centres anciens de Quintin et Saint-Brieuc.**

L'OPAH-RU prévoit la poursuite des actions et interventions mises en oeuvre dans la 1ère opération, ainsi que la réalisation de nouvelles actions répondant au contexte local, aux nouveaux périmètres désignés et aux exigences de l'ANAH, à la suite de la réforme des aides financières et des modalités d'accompagnement des particuliers.

Tenant compte des problématiques identifiées à l'échelle des deux périmètres et des enjeux portés par l'ANAH, l'OPAH-RU multi-sites aura pour objectifs :

- *D'améliorer les conditions d'habitat des populations en place tout en apportant des réponses adaptées aux ménages en difficultés (opérations d'acquisition/amélioration, opérations d'acquisition/démolition, dé-densification d'îlots et curetage éventuel, confortement du bâti ancien, ...).*
- *De renforcer l'attractivité et l'aménité du centre-ville (proposer des produits manquants et innovants : habitat/jardin partagé, logements BBC Rénovation, lofts, création d'espaces de détente, aération d'îlots, annexes aux logements, stationnement résidentiel).*
- *D'attirer de nouvelles populations dont notamment des familles (cibler des îlots « bien orientés », proche des espaces enfant/jeunesse, recomposition des lots/parcelles de logements vacants et/ou vétustes afin de créer des grands logements de qualité).*
- *De reconquérir le parc de logements vacants.*
- *D'inverser les tendances sociodémographiques et le processus de déqualification de l'hyper centre en apportant plus de mixité sociale et intergénérationnelle.*

Elle sera dotée d'actions incitatives avec accompagnement des propriétaires, coercitives, de substitution et de maîtrise.

Code CPV	Libellé CPV
85321000-5	Services sociaux administratifs
75123000-4	Services administratifs du logement

■ **Caractéristiques principales du contrat :**

Objet du contrat	Suivi-animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) multisites
Acheteur	Saint-Brieuc Armor Agglomération
Type de contrat	Composite : décomposé en 5 tranches (1 ferme + 4 optionnelles) Tranche ferme : - partie accord-cadre à bons de commande avec minimum de 300 000,00 € HT et maximum de 1 200 000,00 € HT, mono-attributaire de services - partie marché ordinaire de service Tranche optionnelle 1 : - partie marché ordinaire de service Tranche optionnelle 2 : - partie accord-cadre à bons de commande avec maximum de 27 000,00 € HT, mono-attributaire de services Tranche optionnelle 3 : - partie marché ordinaire de service Tranche optionnelle 4 : - partie accord-cadre à bons de commande avec maximum de 39 000,00 € HT, mono-attributaire de services - partie marché ordinaire de service
Structure	Lot unique
Lieu d'exécution	Villes de Saint Brieuc et Quintin
Durée	5 ans à compter du 1 ^{er} du mois suivant la date de notification du contrat
Développement durable	Clause sociale
Pénalités de retard	Se référer à l'art. 8.1 du CCAP
Variation des prix	Révisables
Nature des prix	Prix mixtes : - prix unitaires sur la partie accord-cadre à bons de commande - prix forfaitaires sur la partie marché ordinaire

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'assurer la coordination.

■ **Disposition relative à la clause sociale**

En application des dispositions des articles L2111-1, L2111-3 relatifs à la prise en compte du développement durable dans la définition des besoins et les articles L2112-2 et L2112-4 relatifs aux critères d'exécution de l'opération du Nouveau Code de la commande publique applicable au 1er avril 2019, qui autorisent l'intégration dans les marchés publics de conditions d'exécution comportant « des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social ».

L'acte d'engagement comporte une clause sociale d'insertion obligatoire qui visera à « promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ».

Le respect de cette clause est une condition de la conformité de l'offre.

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à la clause sociale par l'intermédiaire de ses sous-traitants.

En application des articles L2112-2 et L2112-4 relatifs aux critères d'exécution de l'opération du Nouveau Code de la commande publique applicable au 1er avril 2019, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra, pour l'exécution de son offre, intégrer une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi (chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification, etc...).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à toutes actions en accord avec le Service Insertion Sociale et Professionnelle de Saint Brieuc Armor Agglomération.

Afin de faciliter cette démarche pour les entreprises soumissionnaires, une annexe spécifique au présent Règlement de Consultation a été élaborée.

Dans son acte d'engagement établi conformément au modèle joint au CCAP l'entreprise candidate **s'engage impérativement** à réserver le volume d'heures défini à l'insertion professionnelle, faute de quoi elle sera éliminée.

Cet engagement représentera **140 heures** minimum de travail par an, pendant la durée totale d'exécution du marché.

En revanche, les modalités détaillées de recours à du personnel en insertion n'ont pas à être renseignées obligatoirement dès la phase de remise de l'offre, mais seront déterminées avec l'entreprise titulaire lors de la phase de lancement du marché en accord avec le Service Insertion Sociale et Professionnelle de Saint Brieuc Armor Agglomération.

L'annexe au RC présente les modalités de réalisation de l'Action d'insertion :








- embauche directe,
- sous-traitance ou co-traitance à une entreprise d'insertion,
- recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, ou une Association Intermédiaire, ou un Groupement d'Entreprises pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- emploi sur le chantier de personnel salarié, répondant au public cible, récemment embauché dans l'entreprise suite à l'attribution d'un chantier antérieur intégrant une clause d'insertion sociale, élément qui sera étudié pour validation par le Service Insertion Sociale et Professionnelle afin de prendre en compte la situation des entreprises ayant des actions d'insertion en cours et inscrites dans le temps.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la commande publique).

■ Déroulé et planning indicatif de la consultation :

	Publication de la consultation	novembre 2024
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	novembre- décembre 2024
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	janvier 2025
	Analyse des offres, négociation, audition, demandes de précisions éventuelles	janvier 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	janvier-février 2025
	Information des candidats non retenus	février-mars 2025
	Signature et notification du contrat	mars-avril 2025



■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC et son annexe insertion
- Acte d'engagement
- CCAP et son annexe insertion
- CCTP
- Annexes au CCTP :
 - * Annexe 1 : périmètres opérationnels et immeubles prioritaires
 - * Annexe 2 : détail des missions de mon accompagnateur rénov'
 - * Annexe 3 : périmètre pour l'expérimentation du permis de louer sur Saint-Brieuc
 - * Annexe 4 : périmètre pour l'opération ravalement sur Quintin
- DPGF et BPU / DQE
- Tableau descriptif de l'équipe dédiée

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 150 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis et conditions de participation (candidature) :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique et capacités économiques	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>

Capacité technique et professionnelle	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>
Agréments/habilitations	<i>- Agrément Mon Accompagnateur Rénov' (MAR)</i>
Références services	<i>Références similaires sur les 3 dernières années, la nature des prestations, le montant HT du marché, le taux de réalisation du programme à ce jour ou à la clôture de la convention pour une OPAH-RU, le contact du maître d'ouvrage)</i>

Le candidat devra présenter ces documents :

- soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf, Références services.pdf...)
- soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement</i>
BPU / DQE	<i>Bordereau de prix unitaire / Détail quantitatif estimatif</i>
DPGF	<i>Décomposition du prix global et forfaitaire*</i> <i>*Le candidat peut adapter la trame de la DPGF selon la composition de l'équipe choisie afin de faire ressortir les montants par intervenants ou co-traitant/sous traitant – créer un nouvel onglet « DPGF détaillée ».</i>
Cadre de réponse technique	<i>Cadre de réponse technique intégralement complété sous peine d'irrégularité de l'offre</i> <i>Seuls les éléments indiqués au cadre seront pris en compte dans l'analyse - un mémoire technique peut y être annexé mais ne se substitue pas à la complétude du cadre de réponse, les renvois aux éléments à prendre en compte dans un mémoire doivent donc obligatoirement être précisés</i>
Annexe au cadre de réponse technique - Tableau descriptif de l'équipe dédiée	<i>Tableau descriptif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations (joint au DCE)</i>

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Saint-Brieuc Armor Agglomération
5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie
22000 SAINT-BRIEUC
Contact : Service Commande Publique

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute

ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du Code de la commande publique. Les critères relatifs à la candidature et intervenants pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (45 %)	Le critère « Prix » sera évalué au regard de la somme des montants du DQE et de la DPGF Note = 45 x (montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat noté)
2. Valeur technique (55 %)	Évaluée au regard des éléments présentés au cadre de réponse technique, au document cadre de la composition de l'équipe et au mémoire technique le cas échéant
- Méthodologie d'intervention déployée pour exécuter les prestations objets du contrat (40 pts)	- Qualité et pertinence de la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs de l'opération et optimiser la réalisation des différentes missions à chaque étape (30 pts) - Qualité et pertinence des moyens matériels, outils et livrables proposés pour chaque composante de la mission (10 pts)
- Composition, qualifications et expertise de l'équipe affectée à la réalisation des missions (15 pts)	- Compétences, qualifications et expériences des intervenants composant l'équipe projet, adéquation du nombre d'ETP et des profils avec la méthodologie mise en œuvre (15 pts)

Précisions sur la notation des critères :

Notation du critère « prix » :

- **DQE =>** En cas de constatation d'une erreur matérielle (report de prix unitaires et/ou calcul) sur le DQE remis par le candidat, l'acheteur se réserve la possibilité de rectifier ce DQE sur la base des prix figurant au BPU et d'effectuer l'analyse financière de l'offre au regard du DQE régularisé ; pour rappel le DQE est utilisé aux fins d'analyse des offres et ne constitue pas une pièce contractuelle du marché.

- **DPGF =>** En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Notation du critère « valeur technique » : les éléments jugés se verront attribuer une note par sous-sous critère selon le barème suivant :

Très bon	100 % de la note maximum
Bon	80 % de la note maximum
Adéquat	60 % de la note maximum
Moyen	40 % de la note maximum
Insuffisant	20 % de la note maximum
Absence d'information ou médiocre	0

■ Autres dispositions : Équité des notes des critères

Afin de garantir l'équité entre les systèmes de notation du critère « prix » et du critère « valeur technique », **la note du candidat le mieux notée sur ce dernier critère sera ramenée à son maximum de points attribuables.** Les notes des autres candidats seront recalculées de manière proportionnelle.

Exemple : note maximale = 55 (valeur technique)

*Total note finale du candidat : [(note du candidat/meilleure note)*55]*

La note globale est l'addition des notes de l'ensemble des critères ; les offres seront classées par le pouvoir adjudicateur selon la note globale ainsi obtenue.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Auditions - Négociations :

Auditions :

L'acheteur se réserve la possibilité de convoquer les candidats à une audition afin de présenter leurs propositions. Les dates, horaires, adresses et modalités seront précisés dans la convocation qui leur sera adressée via le profil acheteur. Un procès-verbal sera établi à l'issue de l'audition ; celui-ci aura valeur contractuelle et sera annexé à l'offre technique du candidat retenu.

A titre indicatif, si l'acheteur souhaite mener des auditions, celles-ci se dérouleront en présentiel et pourront faire l'objet de cas pratiques.

Négociations :

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations pour permettre d'adapter et dimensionner parfaitement les offres à ses besoins. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

En cas de négociation, elles engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales, et dans le même cadre que les auditions. Les candidats en seront avisés par écrit dans la convocation qui leur sera transmise via le profil acheteur. Si l'acheteur relève d'autres éléments susceptibles de faire l'objet de négociations, il pourra les soumettre par voie dématérialisée à l'appui de la transmission du compte-rendu d'audition/négociation.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.

A l'achèvement des auditions et négociations, les candidats seront invités à remettre une offre finale ; les offres ainsi remises feront l'objet d'une dernière notation.

Il est porté à connaissance des candidats que l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation : **les candidats sont donc invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.**

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement signé
Attestation d'assurance	Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire
Certificat de régularité fiscale	Attestation de moins de 6 mois délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation de moins de 6 mois délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoir de signature	Le cas échéant, délégation de signature prouvant la capacité du signataire à engager l'entreprise
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
RIB	RIB
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES

Téléphone : 02.23.21.28.28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Télécopie : 02.99.63.56.84

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)